

Séance du 11 mars 2022

| NOMBRE DE MEMBRES              |             |                                     |
|--------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Qui ont pris part à la Délibération |
| 29                             | 29          | 24                                  |
| Date de la convocation         |             |                                     |
| 03/03/2022                     |             |                                     |
| Date d’Affichage               |             |                                     |
| 14/03/2022                     |             |                                     |

DCM N° 2022-13

L’an deux mil vingt-deux

Et le onze mars

à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune s’est réuni en présentiel avec publicité des débats, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Pierre Michel SIMONPIETRI, Maire.

**18 Membres présents :** MM. SIMONPIETRI Pierre Michel, POZZO DI BORGO Louis, BIAGGINI Jean, SIMONI-PIACENTINI Céline, FINI René, ALBERTINI Francine, CROCE-AJACCIO Catherine, PASQUALINI Maurice, MALAFRONTE Christine, BERTOLUCCI Marie Christine, UGOLINI Nuria, VEISON MARCELLI Nathalie, LOMBARDO Florence, CASANOVA Jean-Pierre, SIMONI Pierre Baptiste, NAPPO Michelle, FICO Aurélie, MARTEL Enzo.

**6 Membres absents excusés (procurations) :**

MME GIAMARCHI Marie Dominique a donné procuration à M. POZZO DI BORGO Louis

M. SILVESTRI Dominique a donné procuration à MME UGOLINI Nuria

M. FABRIZY Bernard a donné procuration à MME BERTOLUCCI Marie Christine

MME MURATI Carine a donné procuration à MME CROCE AJACCIO Catherine

MME CAMUZAT Alexandre a donné procuration à M. SIMONPIETRI Pierre Michel

MME PORTA Marine a donné procuration à MME SIMONI PIACENTINI Céline

**5 Absents :** BATESTTI Gille, DARNAUD Laure, MALPELI Stéphane, GIAFFERI Michael, LECA Jean Louis,

Madame CROCE AJACCIO Catherine est nommée secrétaire.

**Objet de la délibération**  
**Débat d’orientation budgétaire 2022**  
**Budget général**  
**Budget de l’Eau**  
**Budget Cinema**  
**« U Paradisu »**

Monsieur Louis Pozzo di Borgo, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, rappelle aux membres de l’assemblée délibérante que L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l’article 107 de la loi « NOTRe », énonce que le Maire présente a Conseil Municipal un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette dans les deux mois précédant l’examen du Budget.

VU l’article L.612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que la date limite de vote des budgets locaux est le 15 avril de l’année à laquelle ils se rapportent et le 30 avril lors d’une année de renouvellement des organes délibérants.

VU l’Ordonnance n°220-330 relative aux mesures de continuités budgétaires financières et fiscales pour faire face aux conséquences de l’épidémie de Covid-19.

VU le rapport de présentation de Monsieur Louis Pozzo di Borgo, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, destiné à définir la stratégie budgétaire pour 2022, au vu des bilans chiffrés de 2021 pour les sections de Fonctionnement et d’Investissement et de l’état de la dette.

OUI l’exposé de Monsieur Louis Pozzo di Borgo, le Conseil Municipal :

### DONNE ACTE

- à Monsieur le Maire d’organiser le Débat d’Orientation Budgétaire de l’année 2022.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

LE MAIRE  
Michel SIMONPIETRI



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02B-212001200-20220321-DCM2022-13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/03/2022



# **DEBAT d'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022**

# **DIBATTITU DI VERSURA BUGETARIA 2022**



**Rapport de Monsieur le Maire**

**Riportu di u Merre**

**Sommaire**

|      |   |    |
|------|---|----|
| A.   | Le Contexte économique .....  | 3  |
| 1.   | Le contexte économique international et européen.....                           | 3  |
| 2.   | Le contexte économique national .....   | 4  |
| 3.   | Le contexte économique local .....  | 5  |
| B.   | Loi des Finances 2022 – Mesures relatives aux Collectivités Territoriales ..... | 5  |
| I.   | LA SECTION DE FONCTIONNEMENT.....   | 6  |
| A.   | Recettes Réelles de Fonctionnement .....  | 6  |
| 1.   | L'évolution des Recettes Fiscales (Chapitre 73 Impôts et Taxes) .....           | 6  |
| 2.   | L'évolution des dotations et participations (Chapitre 74) .....                 | 7  |
| 3.   | L'évolution des produits de service (Chapitre 70) .....                         | 8  |
| 4.   | L'évolution des autres recettes réelles (Chapitres 75 - 77) .....               | 8  |
| B.   | Les Dépenses Réelles de Fonctionnement.....                                     | 9  |
| 1.   | Evolution des charges de personnel (Chapitre 012) .....                         | 9  |
| 2.   | Evolution du chapitre 011 « charges à caractère général ».....                  | 11 |
| 3.   | Evolution du chapitre 65 « autre charge de gestion courante » .....             | 11 |
| 4.   | Amende Loi SRU – Chapitre 014 « Atténuation de produits ».....                  | 12 |
| 5.   | Le chapitre 66 « charges financières ».....                                     | 12 |
| 6.   | Le chapitre 67 « charges exceptionnelles » .....                                | 12 |
| II.  | Capacité d'autofinancement.....   | 14 |
| III. | Structure et gestion de la dette .....  | 15 |
|      | La dette garantie .....   | 16 |
| IV.  | LA SECTION D'INVESTISSEMENT .....   | 16 |
| A.   | Vue d'ensemble de la section en 2021 .....                                      | 16 |
| B.   | LE PROGRAMME D'EQUIPEMENT EN 2021.....  | 17 |
| 1.   | Les dépenses d'équipement par opérations.....                                   | 17 |
| 2.   | Les recettes d'équipement par opérations.....                                   | 17 |
| C.   | La POURSUITE DE NOTRE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT .....                          | 18 |
|      | Le Budget annexe « Eau Village de Furiani » .....                               | 19 |
| I.   | La section d'exploitation.....  | 19 |
| II.  | La section d'investissement.....  | 19 |
| III. | Les orientations budgétaires.....   | 20 |
|      | Le Budget annexe « Cinéma U Paradis » .....                                     | 21 |
| I.   | L'exploitation du cinéma en 2021 – Résultats issus du Budget général.....       | 21 |
| II.  | Orientations budgétaires .....  | 22 |

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une première étape du cycle budgétaire annuel. En vertu de la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, le DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale dit « loi NOTRe » ainsi que la loi de « Programmation des Finances Publiques » n°2018-32 du 22 janvier 2018 accentuent l'information des conseillers municipaux. Le DOB qui s'inscrit dans le cadre de l'article L2312-1 du Code Général Des Collectivités Territoriales (CGCT) a pour objectif de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité, sur l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, sur l'évolution de la fiscalité ainsi que sur la structure et la gestion de la dette au regard de la conjoncture nationale voire internationale.

## A. Le Contexte économique

### 1. Le contexte économique international et européen

Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID-19 au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021 (5 %).

L'arrivée des vaccins a permis de limiter les effets néfastes du COVID-19 sur l'activité économique et les plans de soutien budgétaire massifs ont contribué à atténuer les pertes de croissance. Néanmoins, la reprise a été différenciée selon les régions du monde.

Les Etats Unis ont redémarré plus vite que le reste du monde grâce à une campagne de vaccination rapide et des mesures moins restrictives que l'Europe (croissance 5.7 %). Celle-ci a peiné davantage à repartir avec des plans de soutiens budgétaires hétérogènes selon les capacités respectives des pays et des règles sanitaires plus strictes. Quant à la Chine, elle a dépassé son niveau pré-pandémie (8.1 %).

D'autres obstacles sont venus ralentir la reprise : la remontée des prix de l'énergie, des pénuries de biens intermédiaires dont les semi-conducteurs limitant certaines productions industrielles, des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (restauration, transports ...).

Par ailleurs, l'accélération de la propagation du variant Omicron a fait peser le doute sur les prévisions de la croissance économique mondiale. D'après ces prévisions, le niveau du PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint d'ici le premier semestre 2022.

Mais l'invasion russe en Ukraine pourrait ébranler l'économie mondiale déjà fortement fragilisée par les ravages de la Covid-19. Les conséquences économiques de cette tension internationale fait peser les risques d'une inflation plus élevée. La hausse des coûts de l'énergie va se poursuivre, la Russie étant le plus

grand fournisseur de gaz et de pétrole de l'Union Européenne, ce qui impactera la circulation de toutes sortes de marchandises et ipso facto le coût de la vie.

Cette hausse du coût de la vie peut déclencher une spirale « salaires-prix » qui obligerait les entreprises à augmenter leurs prix pour financer les augmentations de salaire.

Pour juguler l'inflation, la plupart des banques centrales réagissent par les hausses des taux d'intérêt. Une inflation très élevée signifie que les dépenses publiques pourraient baisser.

Les occidentaux ont adopté un train de sanctions qui visent à exclure de nombreuses banques russes de la plateforme interbancaire SWIFT, rouage essentiel de la finance mondiale. Ils ont également décidé de restreindre l'accès de la banque centrale russe aux marchés des capitaux et de paralyser les actifs de cette dernière afin d'empêcher Moscou d'y recourir pour financer le conflit en Ukraine.

Le plus grand risque pour l'économie mondiale est qu'une crise prolongée fasse basculer le monde dans une « stagflation » c'est-à-dire la combinaison d'une forte inflation et d'une faible croissance économique.

## 2. Le contexte économique national

En France l'année 2021 a été marquée par le retour de la croissance. La levée progressive des restrictions sanitaires et la progression de la campagne vaccinale ont permis une reprise de l'activité. Ainsi, le PIB est revenu quasiment à son niveau d'avant crise.

Le principal moteur de la croissance est la progression de la consommation des ménages. L'investissement est resté stable en raison des difficultés d'approvisionnement bridant l'investissement des entreprises. Sur le plan extérieur, les exportations se sont accélérées alors que les importations sont restées stables.

Mais la guerre qui fait rage en Ukraine et les sanctions appliquées par l'Europe contre la Russie fait craindre une flambée des prix qui va impacter le quotidien des français. La France consomme 24 % de gaz russe. Nos principaux fournisseurs à savoir la Norvège et l'Algérie risquent d'augmenter leurs prix pour faire face à la demande. Le Ministre de l'Economie, pour rassurer les français, assure que le gel du prix du gaz sera maintenu.

Le prix du pétrole flambe, il a dépassé les 105 dollars. Le prix des céréales a atteint des niveaux inédits sur le marché européen (344 € la tonne), le cours du maïs a également subi une hausse importante car l'Ukraine est le quatrième exportateur mondial. La guerre en Ukraine pourrait coûter entre 0,5 et 1 point de croissance.

### 3. Le contexte économique local

Selon une étude menée par la Banque de France auprès de 716 entreprises insulaires sur la conjoncture économique de la Corse, l'industrie, la construction et les services marchands ont connu un fort rebond d'activité en 2021. Les entreprises ont même presque atteint leur croissance de fin 2019, avant la crise Covid.

Cette augmentation a été très significative dans l'industrie agroalimentaire qui a connu une hausse de 18,9% ou encore dans le BTP, avec une croissance de 11,4 %. Concernant les services marchands, la bonne saison touristique a été particulièrement favorable pour l'hôtellerie-restauration qui a vu son activité augmenter de 25,1 % ainsi que pour la communication (+22,4 %).

Cette bonne santé des entreprises de l'île s'est traduite par de forts recrutements et une bonne santé du marché de l'emploi. En 2021, les effectifs se sont renforcés de 6,1 % dans le secteur de l'industrie. La création d'emplois a été plus dynamique dans l'hébergement et la restauration avec 7,4 % d'emplois supplémentaires. Dans le secteur de la communication, avec 15,7% de postes en plus. Toutefois, les entreprises se sont heurtées à des difficultés au recrutement de main-d'œuvre.

Interrogés au début de l'année 2022, lors de la reprise du variant Omicron, les chefs d'entreprises insulaires ont préféré rester prudents quant à leurs perspectives pour l'année à venir. Ils soulèvent notamment des problèmes concernant le prix élevé des matières premières, leur indisponibilité, les difficultés à se fournir ainsi que les problèmes de recrutement de la main-d'œuvre qualifiée pour faire face au regain d'activité.

Mais la Corse, comme toutes les régions du monde, subira les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie avec notamment l'envolée du prix du pétrole, du gaz malgré l'assurance de la prolongation du gel des tarifs réglementés, des céréales.

## B. Loi des Finances 2022 – Mesures relatives aux Collectivités Territoriales

Les principales mesures concernant les collectivités locales contenues dans la loi des finances initiale de 2022 concernent des ajustements sur les réformes fiscales et marquent également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

## BUDGET PRINCIPAL

## I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A. Recettes Réelles de Fonctionnement

Les recettes de fonctionnement ou produits de fonctionnement de notre Commune proviennent essentiellement des impôts locaux, des dotations versées par l'état, des produits des services.

## 1. L'évolution des Recettes Fiscales (Chapitre 73 Impôts et Taxes)

Ce chapitre représente en 2021 environ 74 % des recettes réelles de la Commune.

|  | 2017                  | 2018                  | 2019                  | 2020                  | 2021                  |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Chapitre 73 Impôts et taxes</b>                   | <b>4 492 508,55 €</b> | <b>4 486 790,76 €</b> | <b>4 547 923,77 €</b> | <b>4 550 881,98 €</b> | <b>4 734 009,18 €</b> |
| <i>variation en %</i>                                |                       | -0,1%                 | 1,4%                  | 0,1%                  | 4,0%                  |
| <i>dont pour l'essentiel.....</i>                    |                       |                       |                       |                       |                       |
| <i>Taxes foncières et habitation</i>                 | 2 190 127,00 €        | 2 290 255,00 €        | 2 317 077,00 €        | 2 364 929,00 €        | 2 453 776,00 €        |
| <i>Attribution de compensation CAB</i>               | 1 719 764,25 €        | 1 668 467,28 €        | 1 668 467,25 €        | 1 668 467,25 €        | 1 668 467,25 €        |
| <i>FPIC</i>  | 75 240,00 €           | 72 998,00 €           | 87 749,00 €           | 72 562,00 €           | 74 537,00 €           |
| <i>Taxe sur la consommation finale d'électricité</i> | 173 354,40 €          | 174 367,39 €          | 175 603,97 €          | 173 013,51 €          | 182 875,51 €          |
| <i>Emplacements publicitaires</i>                    | 118 072,69 €          | 108 065,51 €          | 127 082,80 €          | 103 336,50 €          | 125 571,00 €          |
| <i>Taxe droits de mutation</i>                       | 173 480,21 €          | 144 485,58 €          | 148 475,75 €          | 150 827,72 €          | 213 176,42 €          |

- Suite à la réforme fiscale, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties ont été fusionnées et affectées aux communes en compensation de la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales en 2021. Pour 2022, les taux seront stables.

Pour Furiani, les taux d'imposition sont les suivants :

- **La Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : 27,28 %** (fusion des taux « communal et départemental » de 2020 14,38 % + 12,90 %)
  - **La Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) : 61,10 %.**
- Alors que le montant de l'allocation compensatrice de la Communauté d'agglomération de Bastia ne devrait pas varier en 2022, nous ne connaissons pas à ce jour le montant du fonds de péréquation (FPIC).

## 2. L'évolution des dotations et participations (Chapitre 74)

Ce chapitre représente en 2021 environ 11 % des recettes réelles de fonctionnement

|  | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Chapitre 74 Dotations et Participations</b>     | <b>665 600,22 €</b> | <b>612 238,07 €</b> | <b>589 542,22 €</b> | <b>586 757,75 €</b> | <b>674 986,07 €</b> |
| <i>variation en %</i>                              |                     | <i>-8,0%</i>        | <i>-3,7%</i>        | <i>-0,5%</i>        | <i>15,0%</i>        |
| <i>dont pour l'essentiel....</i>                   |                     |                     |                     |                     |                     |
| <i>DGF Etat - Dotation forfaitaire</i>             | <i>206 295,00 €</i> | <i>176 494,00 €</i> | <i>140 826,00 €</i> | <i>126 932,00 €</i> | <i>105 173,00 €</i> |
| <i>DGF Etat - Dotation de solidarité rurale</i>    | <i>64 546,00 €</i>  | <i>65 465,00 €</i>  | <i>72 114,00 €</i>  | <i>68 721,00 €</i>  | <i>69 036,00 €</i>  |
| <i>DGF Etat Dotation nationale de péréquation</i>  | <i>- €</i>          | <i>- €</i>          | <i>73 778,00 €</i>  | <i>17 515,00 €</i>  | <i>- €</i>          |
| <i>Etat - Compensation exonérationsTH/TF</i>       | <i>83 422,00 €</i>  | <i>92 022,00 €</i>  | <i>99 990,00 €</i>  | <i>100 188,00 €</i> | <i>77 083,00 €</i>  |
| <i>Participation Caisse Allocations Familiales</i> | <i>225 871,27 €</i> | <i>238 211,29 €</i> | <i>201 371,74 €</i> | <i>258 602,83 €</i> | <i>396 643,32 €</i> |

En 2022,

- **La dotation globale de fonctionnement** (Dotation forfaitaire + Dotation de solidarité rurale + Dotation nationale de péréquation) a connu une baisse entre 2020 et 2021 de près de 38 959 € passant de 213 168 € à 174 209 €. Pour 2022, nous ne connaissons pas le montant attribué à la Commune. Faut-il envisager une nouvelle baisse cette année ? C'est probable car chaque année la dotation forfaitaire a baissé passant ainsi de 206 295 € en 2017 à 105 173 € en 2021.
- **La participation de la Caisse d'allocations familiales (CAF)** : La Caisse d'Allocations familiales participe financièrement aux activités proposées à l'enfance et la jeunesse (activités péri et extrascolaire, Multi accueil I Piulelli et le relais « assistantes maternelles ») en versant des prestations de service. En 2021, le Multi-accueil a perçu en plus de la prestation de service, des subventions de fonctionnement d'un montant global de 31 949 €. Ces dernières ne sont pas pérennes.

En 2022, alors que les activités péri et extrascolaire ont connu depuis 2020 des périodes de fermeture totale ou partielle qui ont eu pour conséquence de voir baisser le montant de prestations de service, ces dernières devraient revenir au niveau d'avant crise (33 250.65 € en 2021, 45 296.08 € en 2019).

Nous percevrons également la prestation de service enfance jeunesse dans le cadre du contrat enfance jeunesse pour la dernière année (150 013.28 €).

Le contrat enfance jeunesse (Cej) a été remplacé par une convention territoriale globale entre la Caisse d'Allocations familiales et la Communauté d'agglomération de Bastia. Cette convention permettant d'assurer la continuité des Contrats Enfance-Jeunesse (CEJ) aux communes du territoire communautaire a été signée le 25 octobre 2021 hors Furiani car notre CEJ se termine en 2022. Furiani devra donc l'intégrer pour 2023 et nous ne savons pas si cette recette sera maintenue au même niveau que le CEJ actuel.

### 3. L'évolution des produits de service (Chapitre 70)

Ce chapitre représente en 2021 environ 11 % des recettes réelles de fonctionnement

|  | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Chapitre 70 Produits des services</b>     | <b>382 782,65 €</b> | <b>344 416,70 €</b> | <b>503 798,95 €</b> | <b>240 281,54 €</b> | <b>705 405,52 €</b> |
| <i>variation en %</i>                        |                     | -10,0%              | 46,3%               | -52,3%              | 193,6%              |
| <i>dont pour l'essentiel....</i>             |                     |                     |                     |                     |                     |
| <i>Cantine, périscolaire, extrascolaire,</i> | 250 937,33 €        | 307 346,85 €        | 417 736,00 €        | 171 925,86 €        | 369 830,71 €        |
| <i>Cinéma U Paradisu</i>                     | - €                 | - €                 | - €                 | - €                 | 168 235,86 €        |
| <i>Crèche I Piulelli</i>                     | - €                 | - €                 | - €                 | 9 920,18 €          | 106 361,16 €        |
| <i>Concessions Cimetière</i>                 | 123 500,00 €        | 24 400,00 €         | 59 200,00 €         | 34 200,00 €         | 38 400,00 €         |

Ce chapitre, qui avait été fortement impacté en 2020 par la crise sanitaire, a connu en 2021 une forte hausse avec la constatation entre autres des produits annuels du Multi accueil « I Piulelli » et du cinéma « Paradisu ». Ce dernier n'a pu ouvrir ses portes qu'en mai 2021.

En 2022,

- **La participation des familles** aux différents services proposés par la Commune (cantine, activités péri et extrascolaire, multi-accueil) ne devrait pas connaître une variation sensible par rapport à 2021.
- **Le cinéma de Furiani U Paradisu** est géré dans le cadre d'un budget annexe de type SPIC (service public industriel et commercial) avec autonomie financière depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Les recettes de vente des billets et de confiseries ne seront plus constatées au budget général. En contrepartie, cette régie versera au budget général, le montant des frais de personnel affecté au cinéma, estimé à 121 864 € dans le cadre d'une convention de mise à disposition et de la location du cinéma fixée à 11 524 € par an.
- **La vente des concessions cimetière** : La deuxième tranche du cimetière de Canale devrait générer en 2022 une recette de 45 000 €.

### 4. L'évolution des autres recettes réelles (Chapitres 75 - 77)

|  | 2017               | 2018               | 2019               | 2020               | 2021               |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Chapitre 75 Autres produits de gestion courante</b>           | <b>15 382,76 €</b> | <b>13 353,36 €</b> | <b>27 076,20 €</b> | <b>16 893,95 €</b> | <b>12 801,70 €</b> |
| <i>variation en %</i>  |                    | -13,2%             | 102,8%             | -37,6%             | -24,2%             |
| <i>dont pour l'essentiel....</i>                                 |                    |                    |                    |                    |                    |
| <i>Loyer Ciancioni</i>   | 3 658,80 €         | 1 829,40 €         | - €                | - €                | - €                |
| <i>Loyer Studio Cinéma</i>                                       | 11 523,96 €        | 11 523,96 €        | 11 523,96 €        | 8 642,97 €         | - €                |
| <i>Location Salle des Fêtes/Théâtre</i>                          |                    |                    | 15 550,00 €        | 8 250,00 €         | 9 400,00 €         |
| <i>Location Hangar (depuis le 1er mars 2021)</i>                 | - €                | - €                | - €                | - €                | 1 000,00 €         |
| <i>Location maison caraghja (depuis le 1er décembre 2021)</i>    | - €                | - €                | - €                | - €                | 320,00 €           |
| <i>Location Epicerie L'Ebispine (depuis le 13 juillet 2021)</i>  |                    |                    |                    |                    | 1 680,00 €         |
| <i>Location salon de coiffure (depuis le 1er septembre 2021)</i> |                    |                    |                    |                    | 400,00 €           |

En 2022, la Commune percevra les loyers sur une année entière et le Cinéma U Paradisu versera un loyer annuel de 11 524 € conformément à la délibération du Conseil Municipal du 7 février 2022.

La création de 8 logements au village engendrera de nouvelles recettes en 2023.

|   | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Chapitre 77 Produits exceptionnels</b>                 | <b>209 640,20 €</b> | <b>158 843,79 €</b> | <b>275 783,29 €</b> | <b>501 032,32 €</b> | <b>227 820,54 €</b> |
|   |                     | -24,2%              | 73,6%               | 81,7%               | -54,5%              |
| <i>dont pour l'essentiel...</i>                           |                     |                     |                     |                     |                     |
| Remboursement de sinistres                                | 98 536,47 €         | 12 039,60 €         | 19 209,56 €         | 24 424,03 €         | 2 857,88 €          |
| Remboursement congés maladie agents                       | 102 678,92 €        | 144 063,81 €        | 131 459,64 €        | 180 941,45 €        | 183 789,60 €        |
| Produits de cession d'immo, (vente terrains, autres)      | - €                 | - €                 | 112 200,00 €        | 240 840,00 €        | 2 000,00 €          |
| Transfert Association I Piulelli suite à municipalisation |                     |                     |                     | 52 000,00 €         | 5 813,43 €          |
| Subvention exceptionnelle Etat pour Engie                 | - €                 | - €                 | - €                 | - €                 | 31 787,00 €         |

Ce chapitre constate des produits exceptionnels dont la variation d'une année à l'autre est aléatoire.

Dans le cadre de la participation financière de la Commune au déficit d'Engie, l'Etat a attribué à la Commune une subvention de 53 666 € dont 31 787 € rattachés à l'exercice 2021. Le solde sera versé en 2022 à savoir 21 879 €.

## B. Les Dépenses Réelles de Fonctionnement

Il s'agit de postes de dépenses nécessaires à la gestion courante des services et de l'activité de la collectivité comme les charges de personnel et de gestion courante, achat de fourniture et prestations de service, indemnités des élus, subventions aux organismes publics et privés (association...), mais aussi certaines dépenses exceptionnelles comme les intérêts moratoires, les amendes.

### 1. Evolution des charges de personnel (Chapitre 012)

Ce chapitre représente environ 65 % des dépenses réelles de fonctionnement.

|  | 2017                  | 2018                  | 2019                  | 2020                  | 2021                  |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Chapitre 012 Charges de personnel</b> | <b>3 063 271,30 €</b> | <b>3 134 873,05 €</b> | <b>3 248 500,81 €</b> | <b>3 435 886,50 €</b> | <b>3 925 000,84 €</b> |
| <i>variation en %</i>                    |                       | 2,34%                 | 3,62%                 | 5,77%                 | 14,24%                |

2021 a vu la comptabilisation sur l'année complète des charges de personnel du Multi-accueil I Piulelli et du cinéma U Paradisu.

|                       | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021       | 2022<br>(projection) |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|----------------------|
| agents titulaires     | 74        | 85        | 81        | 94        | 97         | 103                  |
| agents non titulaires | 11        | 5         | 8         | 5         | 3          | 2                    |
| <b>TOTAL</b>          | <b>85</b> | <b>90</b> | <b>89</b> | <b>99</b> | <b>100</b> | <b>105</b>           |

*Situation arrêtée au 31 décembre de chaque année*

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, après le départ de deux agents au 31 décembre 2021, l'effectif de la Collectivité était composé de :

- 96 agents titulaires (2 agents de catégorie A, 2 agents de catégorie B et 92 agents de catégorie C),
- 2 agents non titulaires en CDD
- 5 apprentis

Pour l'année 2022, ce chapitre sera impacté par :

- **La réforme statutaire** applicable au 1<sup>er</sup> janvier implique le passage à l'échelon supérieur de 82 agents.
- **Multi accueil I Piulelli** : En 2021, deux apprentis et 1 agent non titulaire (éducateur jeunes enfants) étaient en fonction au sein du Multi-accueil.  
Le Conseil Municipal a décidé de pérenniser les emplois d'un apprenti et de l'éducateur jeunes enfants en créant deux postes de fonctionnaire titulaire à temps complet. Il lui sera également proposé de créer un nouveau poste de fonctionnaire à temps complet pour le deuxième apprenti au vu des besoins de cette structure.  
Par ailleurs, un agent, ayant demandé une mise en disponibilité à compter du 1<sup>er</sup> avril pour une durée d'un an, sera remplacé par un agent non titulaire à 30 heures hebdomadaire.
- **Service Culturel** : Dans le cadre de la mise en place d'un espace de réalité virtuelle, il est prévu le recrutement d'un agent titulaire à temps complet. Ce poste a été créé par le Conseil Municipal.  
Un agent part à la retraite le 31 octobre.

Par délibération du 7 février 2022, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur le principe de municipalisation de la Maison des Jeunes et de la Culture. L'association compte deux salariés, un à temps complet et un à 71 heures mensuelles. Le transfert d'activité entraîne de plein droit le transfert du personnel. Par courrier en date du 15 février 2022, nous avons proposé à ces deux agents un contrat public à durée indéterminée.

- **Services techniques** : Le Conseil a créé un poste permanent à temps non complet (24h/hebdo) d'adjoint technique territorial. Cet emploi devrait être pourvu dans le courant de l'année. De plus, la Collectivité souhaite recruter un technicien en remplacement de Monsieur Jean Roch FRANCHI.

- **Service administratif** : la réussite de deux agents aux concours d'attaché territorial et de rédacteur principal.

Au vu de ces éléments, au 31 décembre 2022, l'effectif devrait évoluer ainsi :

- 103 agents titulaires (3 agents de catégorie A, 2 agents de catégorie B et 98 agents de catégorie C)
- 2 agents non titulaires en CDD

## 2. Evolution du chapitre 011 « charges à caractère général »

Ce chapitre représente en 2021, 28 % des dépenses réelles.

|  | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| chapitre 011 Charges à caractère général | 1 804 920,73 € | 1 535 863,97 € | 1 660 703,04 € | 1 398 726,90 € | 1 691 088,33 € |
| variation en %                           |                | -14,91%        | 8,13%          | -15,78%        | 20,90%         |

Alors que les dépenses de ce chapitre avaient diminué en 2020 du fait des mesures prises lors de la crise sanitaire (confinement, fermeture des services périscolaire et extrascolaire), les charges à caractère général en 2021 ont accusé une nette augmentation en dépassant de 30 385.29 € les dépenses de l'année 2019. Il faut toutefois souligner qu'entre ces deux années, la Commune a municipalisé le Multi accueil I Piulelli et le cinéma, les 1er septembre 2020 et 1er janvier 2021. 2021 a constaté les dépenses sur l'année entière de ces deux nouveaux services qui se sont élevées, pour ce chapitre, à 108 736.96 € (Multi-accueil 49 277.18 € et cinéma 59 459.75 €)

En 2022, les dépenses du cinéma U Paradisu sont transférées au budget annexe.

## 3. Evolution du chapitre 65 « autre charge de gestion courante »

|  | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Chapitre 65 Autres charges de gestion courante | 342 085,88 € | 349 228,64 € | 356 358,00 € | 237 262,40 € | 256 362,55 € |
| variation en %                                 |              | 2,09%        | 2,04%        | -33,42%      | 8,05%        |

Ce chapitre prévoit essentiellement les subventions de fonctionnement versées aux associations, à la Caisse des Ecoles, au CCAS, les indemnités des élus et pour l'année 2021, les frais liés à l'exploitation du cinéma U Paradisu (Sacem, distributeurs...).

En 2022, les frais relatifs au cinéma, qui s'élevaient en 2021 à 52 446.71 € ne seront plus comptabilisés sur le budget général mais sur le budget annexe. En revanche et conformément à la délibération du Conseil Municipal du 7 février, une dotation initiale de 15 000 € sera versée au cinéma pour couvrir le besoin en Trésorerie de ce nouveau budget.

#### 4. Amende Loi SRU – Chapitre 014 « Atténuation de produits »

Cette loi impose aux communes de plus de 3 500 habitants qui sont comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants de disposer de 25 % de logements sociaux.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021 la Commune comptabilise 2206 résidences principales pour 295 logements sociaux. Le déficit de logements est de 256 et il doit être comblé à l'horizon 2025.

En 2021 le montant de l'amende SRU était de 23 294.77 €. En 2022 elle passe à 69 562.88 €.

#### 5. Le chapitre 66 « charges financières »

Voir Etat de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2022 page 15

Ce chapitre comprend le remboursement des intérêts de la dette.

|                                 | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Chapitre 66 Charges Financières | 37 969,80 € | 31 691,90 € | 25 153,50 € | 19 159,90 € | 32 947,06 € |
| <i>variation en %</i>           |             | -16,53%     | -20,63%     | -23,83%     | 71,96%      |

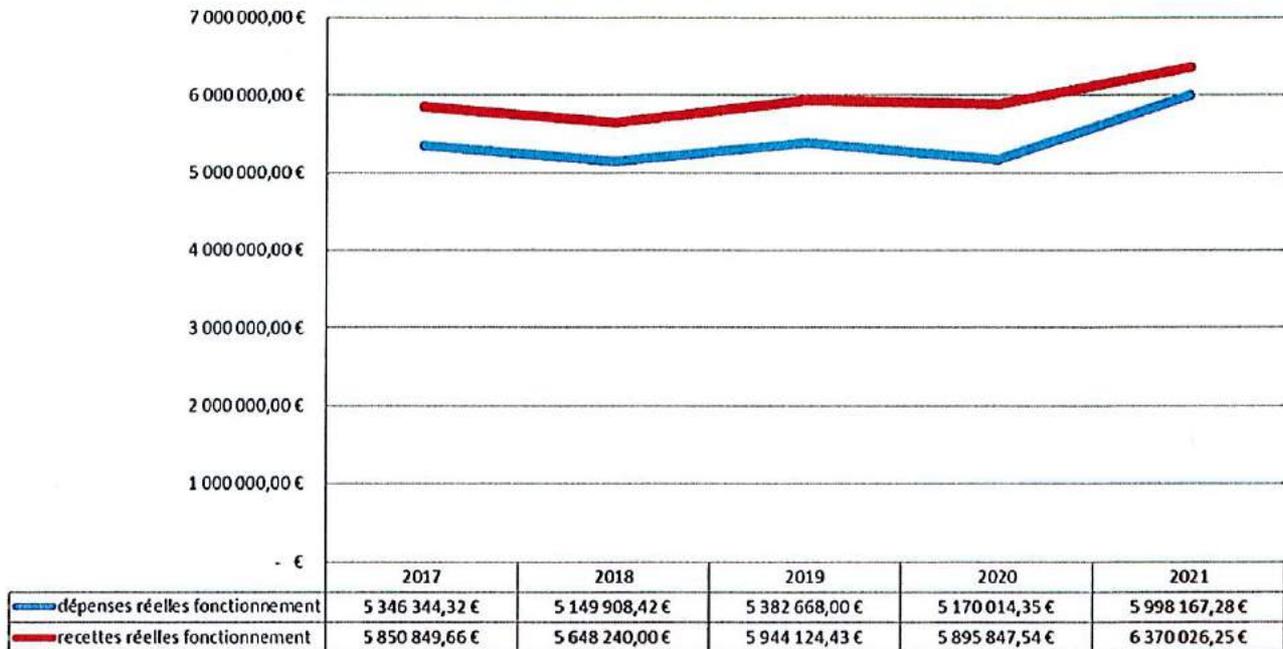
#### 6. Le chapitre 67 « charges exceptionnelles »

|                                     | 2017       | 2018       | 2019     | 2020       | 2021        |
|-------------------------------------|------------|------------|----------|------------|-------------|
| Chapitre 67 Charges exceptionnelles | 4 314,14 € | 1 500,00 € | 194,37 € | 1 100,40 € | 56 285,21 € |
| <i>variation en %</i>               |            | -65,23%    | -87,04%  | 466,14%    | 5014,98%    |

Une convention de financement du déficit d'exploitation de la distribution de gaz d'ENGIE pour l'exercice a été passée entre cette dernière et les Communes de Bastia, Furiani, San Martino du Lota, Ville di Pietrabugno et cosignée par le représentant de l'Etat. Cette convention a été approuvée par le Conseil Municipal le 11 mai 2021. La participation financière de la Commune de Furiani est de 86 631.45 € T.T.C. En contrepartie, l'Etat a attribué à la Commune une subvention de 53 666 €.

En 2021, deux acomptes de cette subvention ont été constatés pour un montant de 51 313.30 €. Le solde, à savoir 35 318.15 € sera versé sur l'exercice 2022.

### Evolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement 2017-2021



La notion « d'effet ciseau » se traduit par une progression plus rapide des dépenses que des recettes ce qui est le cas pour l'exercice 2021, les recettes ayant progressé de 8.04 % alors que les dépenses ont progressé de 16.02 %.

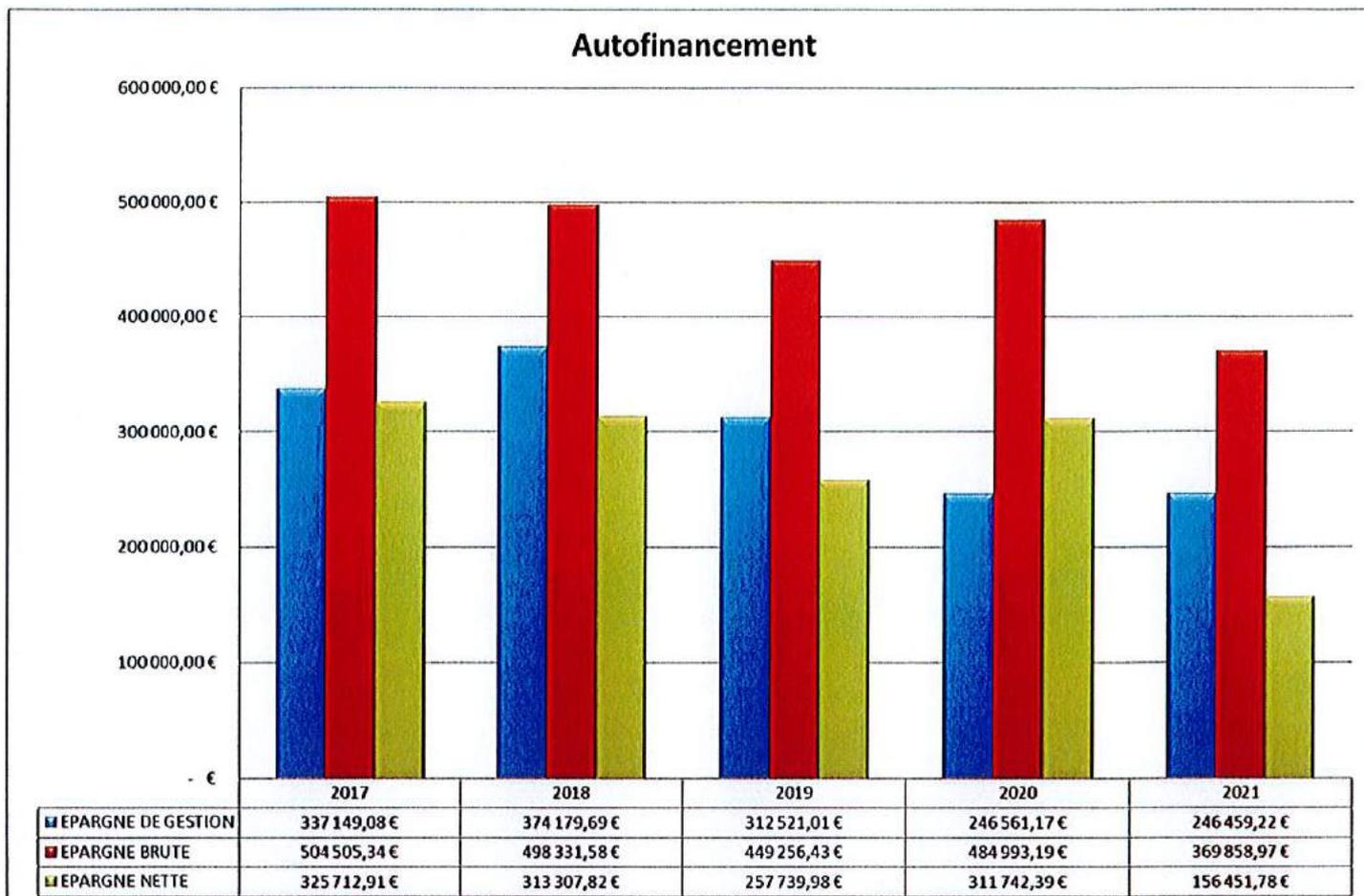
La gestion 2022 sera une gestion prudentielle qui visera à contenir les dépenses mais la crise ukrainienne aura nécessairement des répercussions sur nos dépenses de carburant, d'électricité et de matières premières.

Pour contrecarrer « l'effet ciseau », nous avons travaillé pour diversifier nos recettes.

En 2022 nous devrions enregistrer, le premier acompte lié à l'implantation des panneaux photovoltaïques. La Commune percevra une soulte de 435 000 € répartie sur quatre exercices budgétaires.

A compter de 2023, notre section de fonctionnement pourra enregistrer les loyers des huit logements communaux (6 T3 et 2 T2).

## II. Capacité d'autofinancement



La règle, qui régit la construction budgétaire des collectivités territoriales, impose que les recettes de fonctionnement couvrent les dépenses de fonctionnement et interdit le recours à l'emprunt pour cette section du budget. L'autofinancement brut (ou épargne brute) doit en priorité couvrir le remboursement de la dette, le solde pouvant ensuite être affecté à l'investissement. Ce dernier est l'épargne nette qui est pour notre Commune de 156 451,78 €. La part des cessions d'immobilisations n'est pas prise en compte (240 840 €).

**Notre taux d'épargne brut qui est égal à l'épargne brute/ les recettes réelles de fonctionnement est de 5.81 % (369 858.97 €/6 370 026.25 €) :** ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.

**Notre capacité d'autofinancement et notre taux d'épargne brut sont deux ratios qui sont des indicateurs de solvabilité qui demandent une attention particulière.**

### III. Structure et gestion de la dette

La dette de la Commune au 31 décembre 2021 est composée de trois prêts à **taux fixe** pour un capital restant dû de 2 520 870,38 €. Elle est répartie entre deux établissements bancaires :

| ORGANISME BANCAIRE                                  | DATE PRÊT  | DUREE  | DATE FIN   | MONTANT INITIAL | TAUX          | CAPITAL RESTANT DU    |
|---|------------|--------|------------|-----------------|---------------|-----------------------|
| Caisse Française de Financement Local (ex DEXIA)    | 03/12/2007 | 15 ans | 01/01/2023 | 193 344,00 €    | Fixe - 4,96 % | 34 561,69 €           |
| Caisse d'Epargne                                    | 25/08/2016 | 15 ans | 25/08/2031 | 1 000 000,00 €  | Fixe - 1,35 % | 672 745,70 €          |
| Caisse d'Epargne                                    | 16/12/2020 | 20 ans | 16/12/2040 | 1 900 000,00 €  | Fixe - 0,98 % | 1 813 562,99 €        |
| <b>TOTAL Capital restant dû au 1er janvier 2022</b> |            |        |            |                 |               | <b>2 520 870,38 €</b> |

L'annuité de la dette qui est la somme des intérêts et du montant du remboursement du capital pour 2022 est de 197 178,99 €.

**Notre capacité de désendettement** est de 7 ans alors que la durée résiduelle de la dette est de 19 années. Ce ratio (encours de la dette/épargne brute) permet de déterminer le nombre d'années que la commune met à rembourser la totalité de sa dette si elle y consacre tous les ans l'intégralité de son épargne. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

|  | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| capital restant du au 31/12/   | 1 384 068,58 € | 1 199 044,82 € | 1 007 528,37 € | 2 734 277,57 € | 2 520 870,38 € |
| capacité de désendettement(en nbre d'année)<br>doit être inférieure à 10 ans | 2,74           | 2,41           | 2,24           | 5,64           | 6,82           |

#### ENCOURS DE LA DETTE

| Période      | Capital restant dû | Remboursement Intérêts | Remboursement Capital | Annuités              |
|--------------|--------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 2022         | 2 520 870,38 €     | 28 027,77 €            | 169 151,22 €          | 197 178,99 €          |
| 2023         | 2 351 719,16 €     | 25 451,80 €            | 171 727,19 €          | 197 178,99 €          |
| 2024         | 2 179 991,97 €     | 22 814,13 €            | 155 787,99 €          | 178 602,12 €          |
| 2025         | 2 024 203,98 €     | 21 033,64 €            | 157 568,48 €          | 178 602,12 €          |
| 2026         | 1 866 635,50 €     | 19 232,22 €            | 159 369,90 €          | 178 602,12 €          |
| 2027         | 1 707 265,60 €     | 17 409,70 €            | 161 192,42 €          | 178 602,12 €          |
| 2028         | 1 546 073,18 €     | 15 565,78 €            | 163 036,34 €          | 178 602,12 €          |
| 2029         | 1 383 036,84 €     | 13 700,20 €            | 164 901,92 €          | 178 602,12 €          |
| 2030         | 1 218 134,92 €     | 11 812,71 €            | 166 789,41 €          | 178 602,12 €          |
| 2031         | 1 051 345,51 €     | 9 903,07 €             | 150 260,20 €          | 160 163,27 €          |
| 2032         | 901 085,31 €       | 8 595,40 €             | 96 250,36 €           | 104 845,76 €          |
| 2033         | 804 834,95 €       | 7 649,83 €             | 97 195,93 €           | 104 845,76 €          |
| 2034         | 707 639,02 €       | 6 694,98 €             | 98 150,78 €           | 104 845,76 €          |
| 2035         | 609 488,24 €       | 5 730,74 €             | 99 115,02 €           | 104 845,76 €          |
| 2036         | 510 373,22 €       | 4 757,04 €             | 100 088,72 €          | 104 845,76 €          |
| 2037         | 410 284,50 €       | 3 773,76 €             | 101 072,00 €          | 104 845,76 €          |
| 2038         | 309 212,50 €       | 2 780,83 €             | 102 064,93 €          | 104 845,76 €          |
| 2039         | 207 147,57 €       | 1 778,14 €             | 103 067,62 €          | 104 845,76 €          |
| 2040         | 104 079,95 €       | 765,81 €               | 104 079,95 €          | 104 845,76 €          |
| <b>TOTAL</b> |                    | <b>227 477,55 €</b>    | <b>2 520 870,38 €</b> | <b>2 748 347,93 €</b> |

## La dette garantie

La dette garantie fait partie des engagements hors bilan.

La Commune garantit quatre prêts locatifs à usage social contractés par le bailleur social ERILIA. Au 31 décembre 2021, le capital restant dû garanti est de 1 054 333.03 €.

## IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### A. Vue d'ensemble de la section en 2021

|   | LES DEPENSES           |                       |                                      |
|---|------------------------|-----------------------|--------------------------------------|
|   | Prévisions budgétaires | Réalisations          | Restes à Réaliser à reporter BP 2022 |
| Dépenses d'Équipement                                   | 6 053 636,33 €         | 3 190 319,96 €        | 307 008,53 €                         |
| Dépenses Financières (Remboursement Capital Emprunts)   | 213 407,19 €           | 213 407,19            | - €                                  |
| Dépenses Financières (Parts sociales)                   | 11 000,00 €            | 10 000,00 €           | 1 000,00 €                           |
| Dépenses Financières (Remboursement Taxe d'aménagement) | 3 622,00 €             | 3 621,16 €            |                                      |
| Opération d'ordre - Reprise sur amortissement           | 8 608,85 €             | 8 608,85 €            | - €                                  |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>6 290 274,37 €</b>  | <b>3 425 957,16 €</b> | <b>308 008,53 €</b>                  |

|   | LES RECETTES           |                       |  |
|---|------------------------|-----------------------|--|
|   | Prévisions budgétaires | Réalisations          | Restes à réaliser à reporter sur BP 2022 |
| Subventions d'Équipement                              | 1 591 939,68 €         | 770 345,85 €          | 418 868,43 €                             |
| Recettes Financières (FCTVA, TAM)                     | 401 966,33 €           | 339 870,06 €          | - €                                      |
| Recettes d'ordre - Amortissements et cessions         | 427 936,58 €           | 427 936,58 €          | - €                                      |
| Recettes d'ordre - Virement Section de Fonctionnement | 1 506 546,59 €         |                       |  |
| Solde d'exécution positif reporté 2020                | 2 361 885,19 €         |                       |  |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>6 290 274,37 €</b>  | <b>1 538 152,49 €</b> | <b>418 868,43 €</b>                      |

## B. LE PROGRAMME D'EQUIPEMENT EN 2021

### 1. Les dépenses d'équipement par opérations

| DEPENSES                              | Prévisions<br>(RAR+BP+DM) | Réalisations          | Restes à Réaliser<br>à reporter sur BP<br>2022 |
|---------------------------------------|---------------------------|-----------------------|--|
| OPNI - OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES | 2 004 364,23 €            | 1 379 944,08 €        | 127 163,84 €                                   |
| CREATION 8 LOGEMENTS OP 104           | 1 431 399,48 €            | 32 962,80 €           | 143 392,20 €                                   |
| COEUR DE VILLE - OP 105               | 160 000,00 €              | - €                   | - €  |
| TRAVAUX DIVERS BATIMENTS - OP 11      | 9 200,41 €                | 9 200,40 €            | - €  |
| URBANISME - OP 13                     | 7 350,00 €                | 4 576,19 €            | 300,00 €                                       |
| CIMETIERE - OP 20                     | 871 656,30 €              | 853 449,85 €          | 4 522,71 €                                     |
| ECLAIRAGE PUBLIC - OP 49              | 53 452,38 €               | 11 050,53 €           | 2 401,85 €                                     |
| VOIRIE OP 53                          | 1 026 392,86 €            | 435 062,32 €          | 15 620,11 €                                    |
| ACHAT FONCIER - OP 66                 | 422 805,30 €              | 411 573,30 €          | 9 932,00 €                                     |
| VIDEO PROTECTION - OP 99              | 67 015,37 €               | 52 500,49 €           | 3 675,82 €                                     |
| <b>TOTAL OPERATIONS EQUIPEMENT</b>    | <b>6 053 636,33 €</b>     | <b>3 190 319,96 €</b> | <b>307 008,53 €</b>                            |

Le budget 2021 fait état d'une prévision en travaux d'équipement de 6 053 636.33 €. Nous avons pu réaliser ces opérations à hauteur de 3 497 328.49 € (3 190 319.96 € de réalisations et 307 008.53 € en report sur 2022) soit environ 58 % de nos prévisions.

Notre Commune a poursuivi sa politique d'investissements sans variation de la pression fiscale sur nos administrés.

### 2. Les recettes d'équipement par opérations

| RECETTES                              | Prévisions<br>(RAR+BP+DM) | Réalisations        | Restes à Réaliser<br>à reporter sur BP<br>2022 |
|---------------------------------------|---------------------------|---------------------|--|
| OPNI - OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES | 665 823,32 €              | 481 118,77 €        | 97 911,60 €                                    |
| PARKING - OP 100                      | 4 840,36 €                | - €                 | 4 437,65 €                                     |
| CREATION 8 LOGEMENTS OP 104           | 341 736,00 €              | - €                 | 46 111,50 €                                    |
| CIMETIERE - OP 20                     | 573 462,00 €              | 289 227,08 €        | 270 407,68 €                                   |
| VIDEO PROTECTION - OP 99              | 6 078,00 €                | - €                 | - €  |
| <b>TOTAL SUBVENTIONS EQUIPEMENT</b>   | <b>1 591 939,68 €</b>     | <b>770 345,85 €</b> | <b>418 868,43 €</b>                            |

## C. La POURSUITE DE NOTRE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

La Commune poursuit sa politique de valorisation de son patrimoine par la réalisation d'opérations d'investissement. A l'horizon 2026, le programme d'investissement présenté en début de mandature sera intégralement réalisé.

L'effort de notre collectivité pour les quatre années à venir portera donc sur les opérations ci-après :

- Création de 8 logements communaux
- Cœur de Ville
- Ouverture de chemins communaux
- Jardins partagés
- Modernisation de la bibliothèque et Equipement numérique
- Salle de Réalité virtuelle
- Acquisition de capteurs co2 et purificateurs d'air
- Renouvellement parc informatique des écoles (pc portable)
- Rénovation Multi-accueil
- Sentiers patrimoniaux
- Projet alimentaire territorial (PAT)
- Acquisition foncière
- Abri arboretum (buvette)
- Réfection du lavoir et des fontaines
- Acquisition d'une navette
- Réalisation de deux salles de cinéma
- Création d'un parc découverte au lieu-dit Casetta Rossa

L'Etat est le premier contributeur des collectivités, à ce jour pour l'exercice 2022, la Commune n'a pas réceptionné le montant des concours financiers composé notamment des dotations financières et des produits fiscaux. Aussi nous ne sommes pas en mesure d'évaluer l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement, levier essentiel qui conditionne les décisions d'investir.

D'autres indicateurs vont influencer sur nos réalisations comme les dossiers de financement à l'étude auprès de nos différents partenaires financiers, le contexte de tension internationale qui aura des répercussions sur le coût des matières premières.

## **Le Budget annexe « Eau Village de Furiani »**

Ce budget concerne la distribution d'eau potable du village et compte 230 abonnés. L'assainissement est géré par la régie des eaux du pays bastiais (Acqua Publica).

C'est un budget annexe de type SPIC (service public industriel et commercial) soumis au plan comptable M49 différent de la comptabilité M14 applicable au budget général de la Commune. Doté de l'autonomie financière, les dépenses sont financées uniquement par la vente de l'eau aux abonnés avec un prix du m<sup>3</sup> à 1.75 €.

Le budget général de la Commune pourrait prendre en charge des réalisations d'investissement qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs (article L2224-2 2° (1) du CGCT).

### **I. La section d'exploitation**

La section d'exploitation du budget de l'eau supporte des charges liées à l'entretien du réseau et à la sécurisation de la production d'eau potable. Elle doit également reverser chaque année les redevances de pollution et de prélèvement à l'agence de l'eau. En 2021, sur le 30 909.72 € de recettes, 4 319.04 € devront être reversées à l'agence de l'eau.

Enfin, la section d'exploitation transfère une dotation d'amortissement à la section d'investissement (opération d'ordre).

Le résultat cumulé de cette section pour l'exercice 2021 s'élève à 31 818.06 € (excédent à reporter sur le budget 2022).

### **II. La section d'investissement**

Cette section est alimentée par la dotation aux amortissements qui est une ressource propre interne. Aucun emprunt est en cours et n'a été souscrit pour réaliser des investissements.

Dans le cadre de la loi de 2007 « loi sur le changement des compteurs d'eau », la Commune a programmé en 2021, le remplacement de compteurs de plus de 15 ans pour un montant de 2 338.20 €. En 2022, nous poursuivrons cette démarche.

Le résultat de clôture de cette section s'élève à 20 610.73 € en 2021.

### III. Les orientations budgétaires

- Certaines dettes anciennes pourront faire l'objet d'admission en non-valeur sur l'exercice 2022 (inscription en dépense). Les démarches pour recouvrement de recette de la Trésorerie de Borgo étant restées vaines.
- Transfert de la compétence à la régie des eaux du pays bastiais : la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 a prévu un transfert de compétence eau potable et assainissement aux communautés de communes et communautés d'agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2020.  
Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, seules 33 % des communautés des communes exercent la compétence en eau potable.  
Dans le cadre de ce transfert de compétence, nous avons programmé des réunions de travail avec la régie des eaux du pays bastiais qui assure la distribution d'eau potable et de l'assainissement collectif sur le territoire communautaire.

**Le Budget annexe « Cinéma U Paradisu »**

Par décision du Conseil Municipal du 17 novembre 2020, il a été acté la reprise en régie direct du cinéma de 263 places au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le cinéma devait être géré dans le cadre d'un budget annexe de type SPIC (service public industriel et commercial) avec autonomie financière.

En 2021, avec une situation sanitaire incertaine et son lot de mesures restrictives mettant en péril l'autonomie financière du cinéma U Paradisu, il a été impossible de créer un tel budget annexe. C'est donc le budget général de la Commune qui a intégré les dépenses et les recettes de ce nouveau service.

Le cinéma a pu ouvrir ses portes le 15 mai 2021. Le Conseil Municipal, par délibération en date du 7 octobre 2021, a décidé de créer au 1<sup>er</sup> janvier 2022 le budget annexe « Cinéma U Paradisu », régie dotée de la seule autonomie financière.

Ses statuts ont été votés par le Conseil Municipal le 7 février 2022.

**I. L'exploitation du cinéma en 2021 – Résultats issus du Budget général**

Le cinéma a enregistré 15 976 entrées entre le 15 mai, date de son ouverture, et le 31 décembre. La vente des billets, des confiseries et des boissons a généré 168 235,86 € de recettes.

L'effectif comptait deux agents titulaires de catégorie C au 31 décembre 2021.

| DEPENSES  | Réalisations        | RECETTES   | Réalisations        |
|---|---------------------|--|---------------------|
| chapitre 011 Charges à caractère général (confiseries/boissons/fournitures/contrats...) | 59 459,75 €         | Chapitre 70 Ventes de produits (billets, confiseries, boissons)                | 168 235,86 €        |
| Chapitre 012 - Charges de personnel (2 agents titulaires)                               | 60 213,48 €         | Chapitre 74 Participations (Participation Ctre national de la cinématographie) | 3 624,00 €          |
| Chapitre 65 charges de gestion courante (Distributeurs, Sacem)                          | 52 446,71 €         | Chapitre 77 Recettes exceptionnelles (Contribution fédération cinéma)          | 233,92 €            |
| <b>TOTAL GLOBAL</b>   | <b>172 119,94 €</b> | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>  | <b>172 093,78 €</b> |

|                                  | Réalisations     |
|----------------------------------|------------------|
| DEPENSES                         | 172 119,94 €     |
| RECETTES                         | 172 093,78 €     |
| <b>Résultat sur réalisations</b> | <b>- 26,16 €</b> |

## II. Orientations budgétaires

Le cinéma pourrait être une nouvelle fois impacté par les mesures anti-covid sur l'exercice 2022. Une dotation initiale de 15 000 € va être versé par le budget général de la Collectivité pour cet exercice uniquement.

**Son exploitation pour l'année entière d'ouverture** devrait s'élever à 346 000 € en dépenses et recettes.

- En recettes : 331 000 € (vente billets et confiseries) + 15 000 € (dotation Commune) = **346 000 €**

**Il n'est pas prévu d'augmentation de tarifs.**

- En dépenses : **346 000 €** dont 113 369 € de frais de personnel

(

**En investissement** : pas d'investissement prévu en 2022

Le conseil d'exploitation de la structure s'est réuni le 2 mars 2022.